

## Réaction de Michel Pélieu

### Mobilisation du monde agricole - dermatose bovine

Tarbes – 18 décembre 2025

J'ai déjà exprimé clairement mon soutien aux éleveurs de ce département dont je partage pleinement les préoccupations. En revanche, je ne peux comprendre et encore moins accepter que la contestation s'en prenne au tourisme des Hautes-Pyrénées en perturbant sévèrement l'accès aux stations de ski à commencer par celles de mon canton laissant ainsi supposer que je détiendrais la solution à leurs problèmes. Cette gestion de crise, comme la politique agricole, relèvent du niveau national. En tant que responsable local, j'ai fait ce qui était en mon pouvoir :

- Exprimer un soutien clair et engagé auprès des éleveurs et
- Relayer avec insistance leurs revendications légitimes y compris au plus haut niveau de l'Etat.

Mais je ne peux comprendre le blocage du département.

L'économie de ce département marche sur deux jambes : l'agriculture et le tourisme. Et quand j'ai une jambe qui souffre, je ne m'attaque pas à la deuxième, sinon je m'effondre. L'agriculture n'a rien à gagner à la dégradation du tourisme. Rien.

L'agriculture et le tourisme sont, dans ce département, très complémentaires :

- l'agriculture apporte ses productions, valorise les paysages et offre un art de vivre et une identité auxquels nous sommes tous attachés.
- de son côté le tourisme apporte l'emploi, bien au-delà des vallées, et des débouchés indiscutables pour les productions locales.

Il doit y avoir, entre ces deux secteurs d'activité, non pas une concurrence mais une solidarité.

Bloquer l'accès aux vallées, ce n'est donc pas empêcher les touristes de faire du ski, c'est faire le choix de priver les Haut-Pyrénéens de leur travail, de leurs revenus et d'abimer plus encore le secteur agricole lui-même.

Cela, je ne peux l'accepter. Je ne peux cautionner une action mortifère qui ferait le choix de recourir à la politique de la terre brûlée.

La solution réside désormais dans la résolution d'un seul questionnement. Une interrogation que les éleveurs posent à l'Etat et que je soutiens : quelle est aujourd'hui l'alternative à l'abattage total des troupeaux ?

C'est à ce prix, celui de l'abandon de ce tabou, et qu'elles qu'en soient les modalités d'applications, que nous retrouverons le chemin d'un dialogue constructif.